

du commerce. Parce que c'est peut-être le commerce qui, sur le long terme, offre à beaucoup de pays les meilleures possibilités d'échapper au cercle de la pauvreté.

Les pays en développement ont mis à profit les occasions qui se sont offertes à eux d'accroître substantiellement les échanges au sein de leur groupe. Mais les marchés du Nord continuent de leur être indispensables, et les perspectives d'élargissement des échanges Nord-Sud dépendront dans une large mesure de la capacité des pays industriels à élaborer des stratégies efficaces d'ajustement permettant de maintenir des niveaux raisonnables de croissance économique et d'emploi. De fait, l'importance des échanges Nord-Sud s'est accrue ces dernières années par rapport aux échanges entre pays industrialisés. À l'heure actuelle, certains pays en développement les plus avancés offrent à plusieurs pays développés les meilleures possibilités d'échange. Tous les pays profiteront d'un système commercial international ouvert. Le Canada continuera de promouvoir cet objectif et ce sera d'ailleurs sur ce point que se concentreront nos efforts à la réunion ministérielle du GATT* qui devrait se tenir en 1982.

Les perspectives d'exportation des pays en développement important de plus en plus au bon fonctionnement du système des paiements et des services bancaires internationaux. Pour l'avenir prévisible, les pays en développement resteront tributaires d'apports massifs de crédits extérieurs, que ce soit sous la forme d'investissements privés, de prêts aux conditions du marché, de prêts concessionnels ou de subventions. Bien que les banques privées continuent de jouer un rôle majeur dans le recyclage, il faudra que les institutions financières internationales s'impliquent de plus en plus. Nous appuyons les efforts renouvelés du FMI** et de la Banque mondiale en ce sens. Mais nombre de pays à faible revenu ont une capacité limitée de participer à l'expansion du commerce mondial; il en est de même de leur accès au crédit commercial. Pour s'attaquer à la pauvreté qui sévit dans ces pays - mission dont la justice sociale nous fait obligation - il nous faudra leur consentir une aide concessionnelle accrue. Il n'y a aucun moyen de passer outre: l'aide au développement est requise d'urgence, et le monde n'en fournit pas assez.

* Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

** Fonds monétaire international